

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

19 février 2014 – N° 165

Peut-on réduire les dépenses publiques ?

Le gouvernement français s'est engagé à réaliser plus de 50 Mds EUR d'économies en dépenses sur la période 2015-2017. Il s'agit là d'une réduction des dépenses publiques par rapport à leur trajectoire spontanée et non d'une réduction en niveau absolu : le gouvernement prévoit ainsi, dans le cadre de son scénario à long terme, que cet « effort structurel » soit réalisé via une hausse des dépenses ramenée à 0,2% par an en volume. En réalité, dans le cadre de notre propre scénario, nos calculs montrent que le niveau des dépenses publiques de la France devra baisser d'au moins 2% en volume d'ici 2017 si le gouvernement veut satisfaire ses engagements budgétaires.

Nous regardons alors les évolutions observées dans les autres pays européens en difficulté avec leurs finances publiques : Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Irlande. Tous ces pays ont réduit le niveau de leurs dépenses publiques en termes réels. Comment l'ont-ils fait ? Quel est le type de dépenses publiques qui a été réduit ?

La réduction des dépenses publiques au Portugal, en Grèce et en Irlande a été beaucoup plus forte que celle qui est nécessaire en France. Mais même en Espagne et en Italie, il a fallu réduire toutes les dépenses publiques (sauf la défense, la justice et la sécurité), malheureusement aussi celles qui sont utiles à la croissance de long terme (R&D, investissements publics, santé, éducation).

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteurs :

Patrick ARTUS

Jean-Christophe CAFFET

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

Perspective pour les dépenses publiques en France

La France doit normalement ramener son déficit public à 3% du PIB en 2015 et 1,2% du PIB en 2017 (l'équilibre structurel devant être atteint à cette date) (**tableau 1 et graphique 1**).

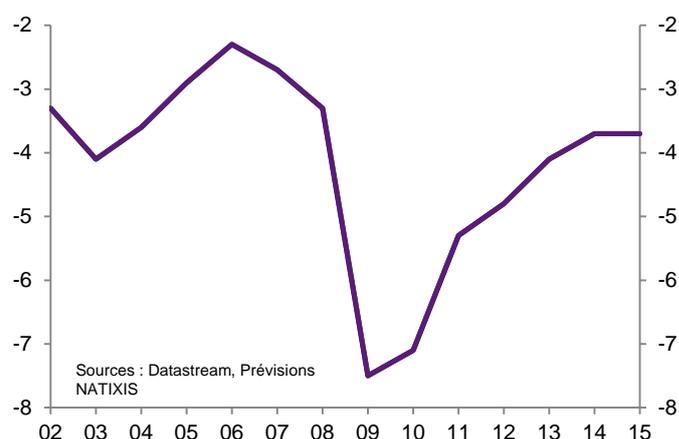
Tableau 1

France: trajectoire pluriannuelle de finances publiques (% PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Dépenses publiques	56,6	57,1	56,7	55,9	54,9	54,0
Taux de prélèvements obligatoires	45,0	46,0	46,1	46,1	46,1	45,8
Solde budgétaire	-4,8	-4,1	-3,6	-2,8	-1,7	-1,2
Solde conjoncturel	-0,8	-1,4	-1,8	-1,7	-1,4	-1,2
Solde structurel (% PIB potentiel)	-3,9	-2,6	-1,7	-0,9	-0,2	0,0
Dette publique	90,2	93,4	95,1	94,7	93,1	91,0
PIB (volume, a/a, %)	0,0	0,1	0,9	1,7	2,0	2,0
PIB potentiel (volume, a/a, %)	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6

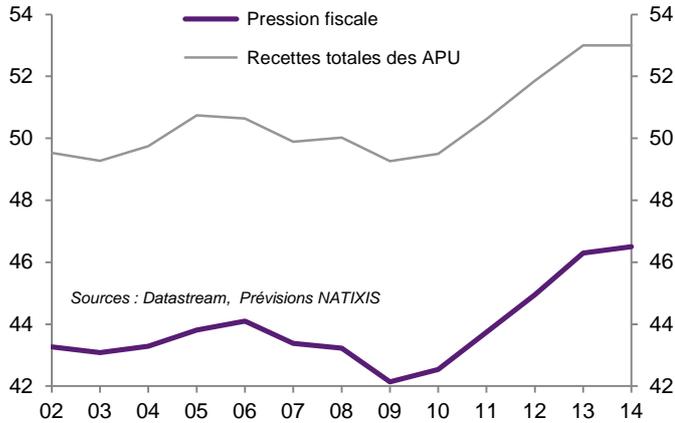
Sources: RESF 2014, Natixis

Graphique 1
France : déficit public (en % du PIB valeur)

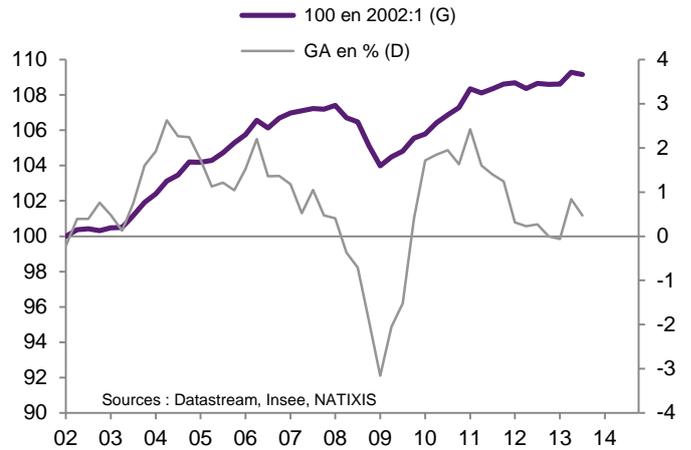


Si on suppose une pression fiscale inchangée sur la période (**graphique 2**), et avec une croissance prévue de 0,6% en 2014, 1,0% en 2015, puis une croissance de 1% par an – ce qui est notre estimation du potentiel de croissance français compte tenu de la tendance des gains de productivité (**graphique 3a**), des perspectives démographiques (**graphique 3b**), de la remontée envisageable du taux d'emploi (**tableau 2**) – alors il faut que les dépenses publiques de la France baissent de 2,1% en volume pour satisfaire l'objectif d'un recul de celles-ci de 3 points de PIB à l'horizon 2017 (**graphique 4a**). L'effort structurel en dépenses (i.e. par rapport à leur évolution spontanée) ne serait donc pas de 50 Mds EUR sur trois ans mais de plus de 85 Mds EUR (**graphique 4b**).

Graphique 2
France : pression fiscale et recettes totales des APU (en % du PIB, valeur)



Graphique 3a
France : productivité par tête



Graphique 3b
France : population 15 à 64 ans (en % par an)

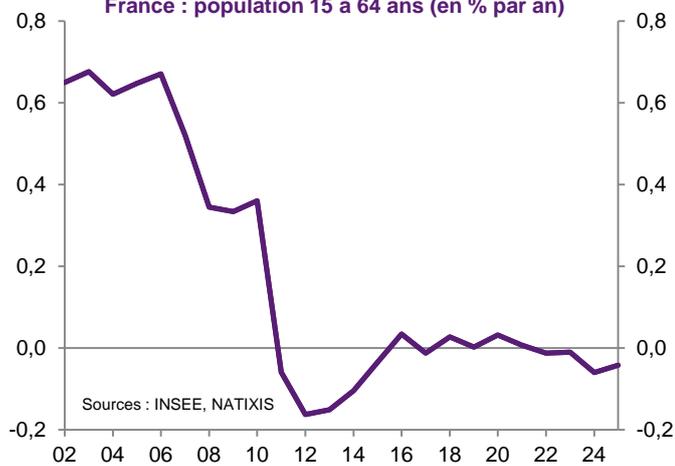
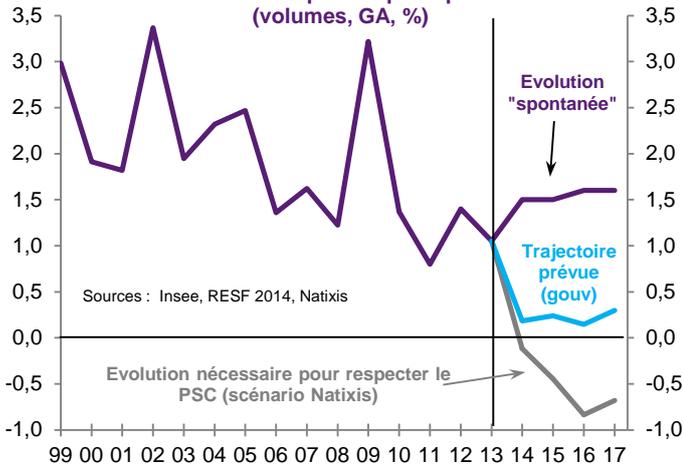


Tableau 2
Taux d'emploi total en %

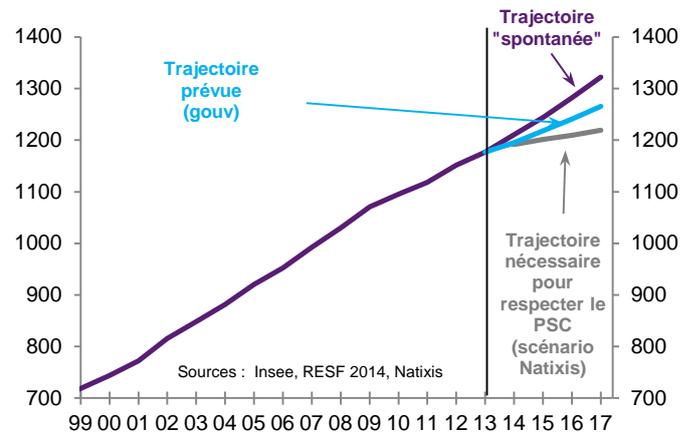
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
États-Unis	76,0	76,2	76,4	75,5	74,3	73,7	73,8	74,2	74,8	74,6	73,9	70,7	69,8	70,0
Canada	70,0	71,0	71,9	71,8	72,6	73,5	73,8	73,8	74,2	75,1	75,5	73,4	73,7	74,2
Royaume-Uni	72,2	72,8	73,4	73,6	73,6	74,0	74,1	74,2	74,2	74,0	74,4	72,4	72,3	72,6
Suède	72,6	73,9	75,7	76,6	76,4	75,7	74,9	75,3	76,0	77,2	77,5	74,0	74,5	76,0
Allemagne	65,4	65,8	66,2	66,5	66,1	65,4	65,8	66,5	68,2	70,1	71,3	71,6	72,4	74,0
France	60,2	60,7	62,0	62,9	63,2	64,3	64,0	64,0	63,9	64,6	65,2	64,4	64,2	64,3
Espagne	52,8	55,4	57,8	59,2	59,8	61,1	62,4	64,7	66,2	67,1	65,8	61,1	59,9	59,0
Italie	53,1	53,8	54,7	55,8	56,5	57,1	58,3	58,4	59,4	59,6	59,7	58,4	57,8	57,9
Pays-Bas	70,1	71,4	72,7	73,1	73,6	72,2	71,9	72,3	73,3	75,4	76,9	76,8	76,0	76,1
Belgique	57,5	59,4	61,3	60,0	60,2	59,9	60,7	61,6	61,4	62,5	62,9	62,0	62,5	62,5
Autriche	68,4	69,0	68,9	68,9	69,4	69,5	68,3	69,3	71,0	72,6	73,4	73,0	73,1	73,4
Finlande	65,2	67,1	68,0	68,8	68,8	68,5	68,4	69,2	70,3	71,4	72,2	69,3	69,3	70,5
Portugal	70,7	71,3	72,6	73,4	73,4	72,6	72,3	72,0	72,5	72,5	72,7	70,8	70,0	68,2
Irlande	61,4	64,4	66,3	67,0	66,5	66,5	67,2	68,8	69,9	70,7	69,7	64,0	61,9	61,1
Danemark	76,1	76,9	77,0	76,9	77,0	76,3	76,9	77,2	78,6	78,3	79,1	76,6	74,8	74,8
Suisse	80,1	80,5	80,5	81,2	80,9	80,1	79,3	78,9	79,9	80,7	81,8	81,5	80,9	81,8
Japon	75,0	74,5	74,4	74,4	73,8	73,9	74,3	75,1	76,0	77,1	77,5	76,9	77,6	77,3
Australie	69,0	69,4	70,4	70,2	70,6	71,2	71,5	73,0	73,7	74,5	75,0	74,0	74,5	75,0

Sources : OCDE, NATIXIS

Graphique 4a
France : dépenses publiques
(volumes, GA, %)



Graphique 4b
France : dépenses publiques
(valeurs, Mds EUR)

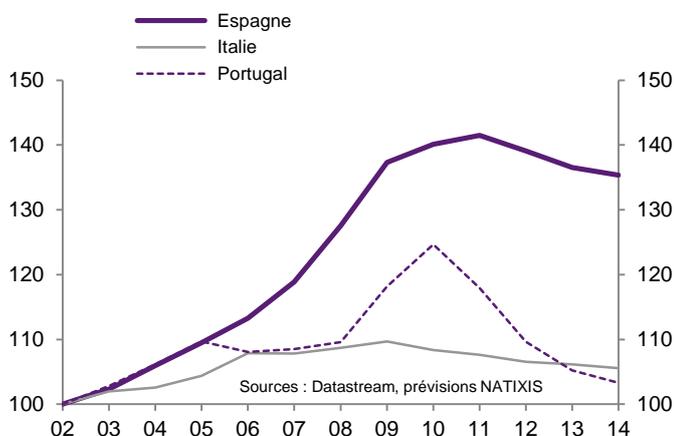


Quels autres pays en difficulté de la zone euro ont réussi à réduire le niveau (réel) de leurs dépenses publiques ?

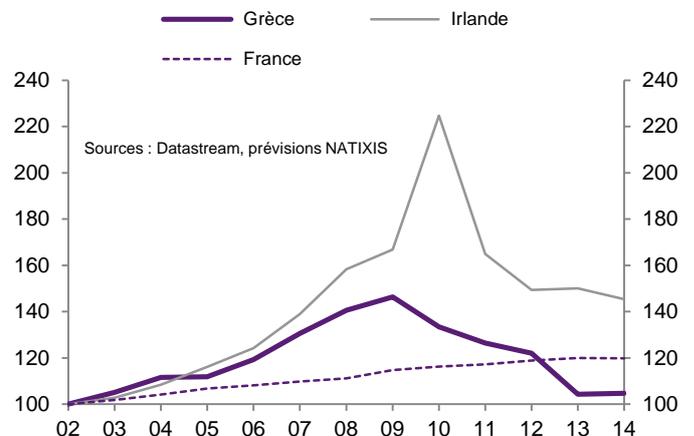
Nous regardons les situations de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de la Grèce, de l'Irlande.

Tous ces pays ont réussi à réduire le niveau de leurs dépenses publiques en termes réels (graphiques 5a/b).

Graphique 5a
Dépenses publiques réelles
(avec le prix du PIB, 100 en 2002)



Graphique 5b
Dépenses publiques réelles
(avec prix du PIB, 100 en 2002)

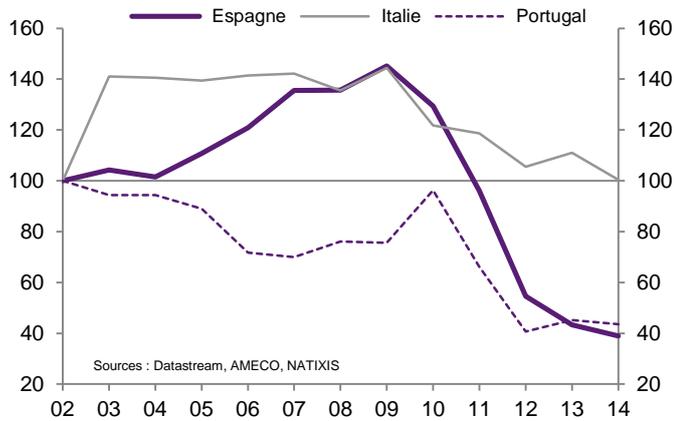


Comment ces pays ont-ils réduit leur niveau réel de dépenses publiques ?

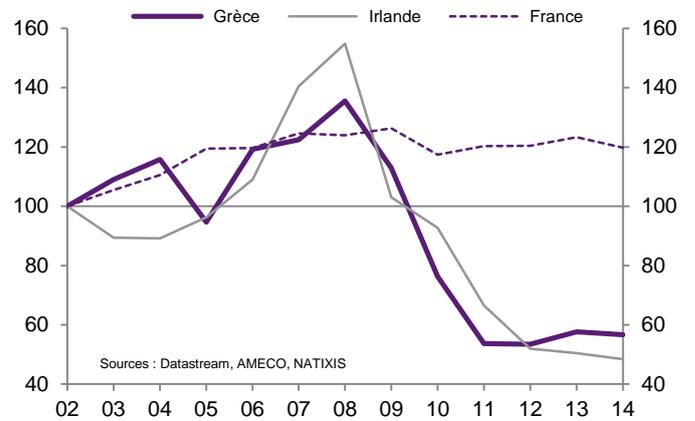
Ils ont réduit :

- très fortement les investissements publics (graphiques 6a/b) ;
- les dépenses publiques de retraite (graphiques 7a/b), fortement en Grèce ;
- fortement en Grèce, au Portugal et en Irlande, plus faiblement en Espagne et en Italie les dépenses publiques de santé (graphiques 8a/b) ;
- le nombre de salariés des administrations publiques, fortement en Espagne, en Grèce, en Irlande (graphiques 9a/b) ;
- le salaire réel des fonctionnaires, fortement dans tous les pays (graphiques 10a/b) ;

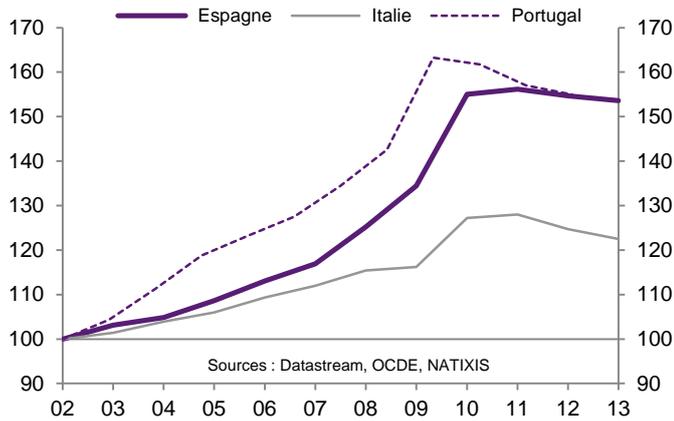
Graphique 6a
Investissement public en volume
(déflaté par le prix du PIB, 100 en 2002)



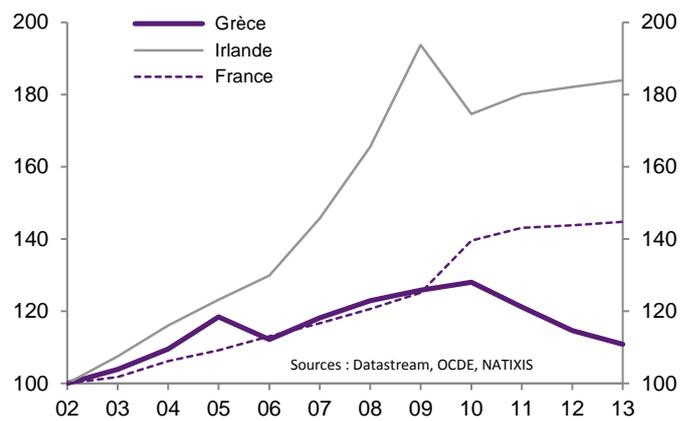
Graphique 6b
Investissement public en volume
(déflaté par le prix du PIB, 100 en 2002)



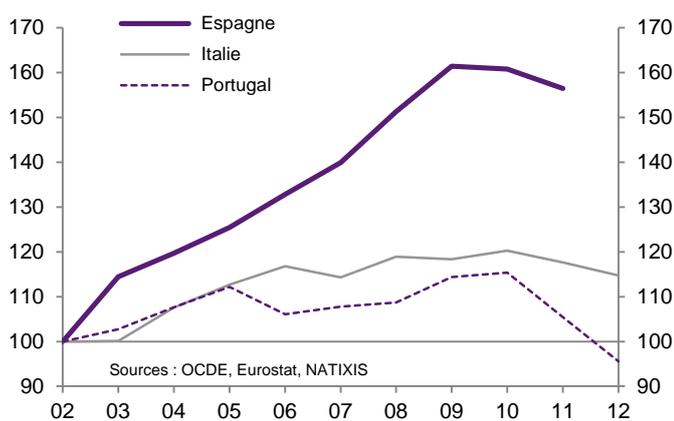
Graphique 7a
Dépenses publiques de retraite en volume
(avec le prix du PIB, 100 en 2002)



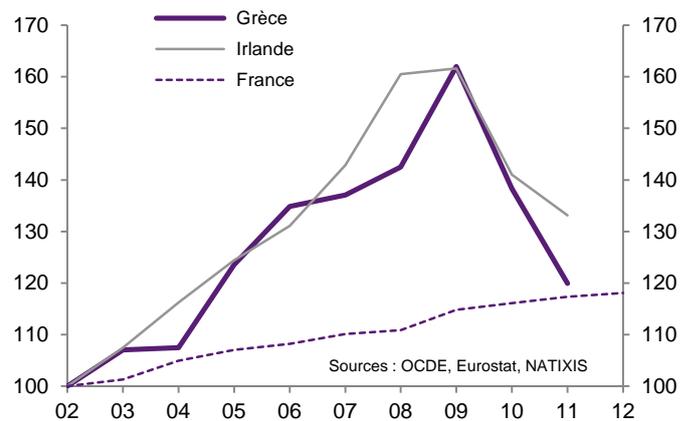
Graphique 7b
Dépenses publiques de retraite en volume
(avec prix du PIB, 100 en 2002)



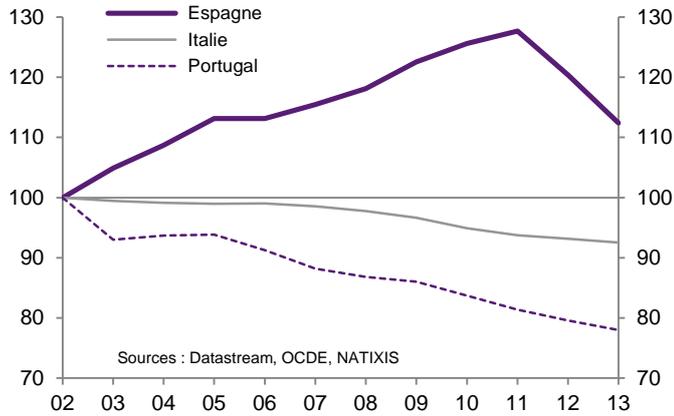
Graphique 8a
Dépenses publiques de santé en volume
(avec prix du PIB, 100 en 2002)



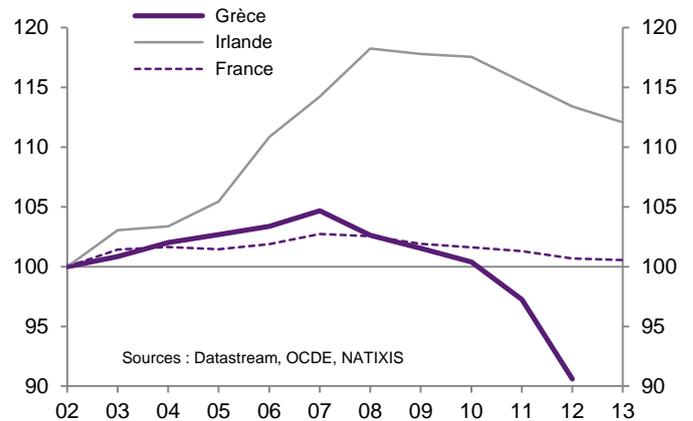
Graphique 8b
Dépenses publiques de santé en volume
(avec prix du PIB, 100 en 2002)



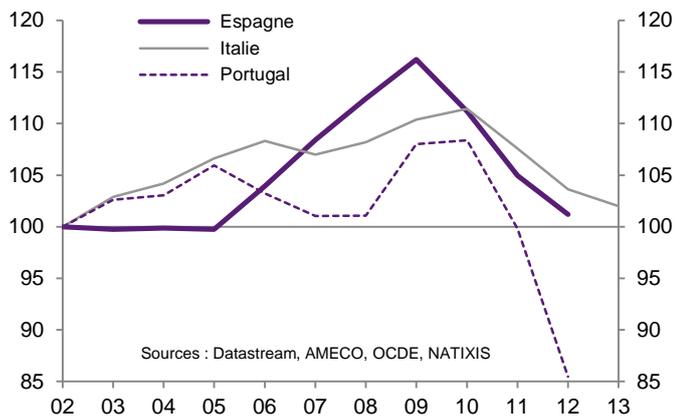
Graphique 9a
Nombre de salariés des Administrations Publiques
(100 en 2002)



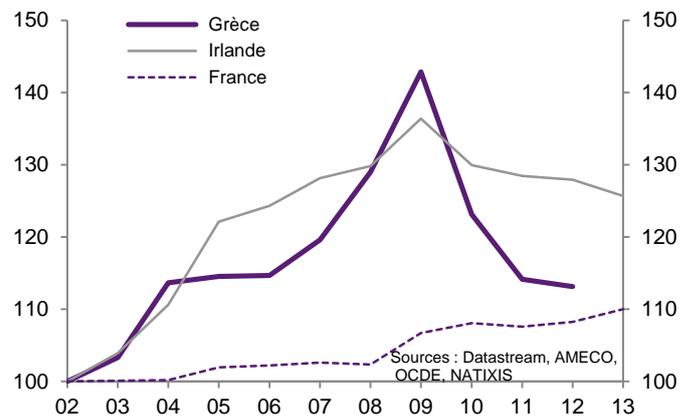
Graphique 9b
Nombre de salariés des Administrations Publiques
(100 en 2002)



Graphique 10a
Salaire réel par tête dans les Administrations
Publiques (déflaté par le prix conso, 100 en 2002)

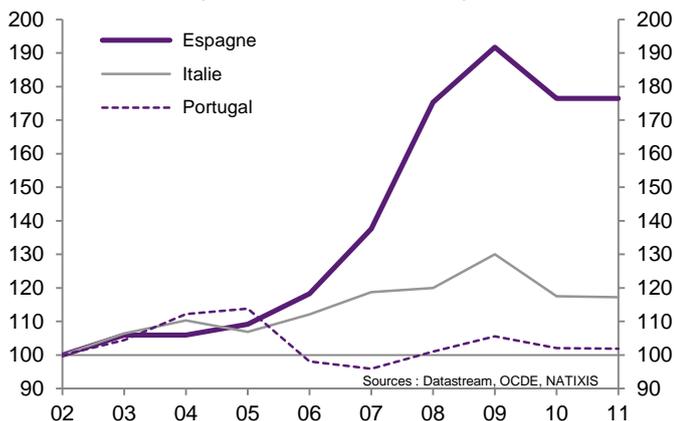


Graphique 10b
Salaire réel par tête dans les Administrations
Publiques (déflaté par le prix conso, 100 en 2002)

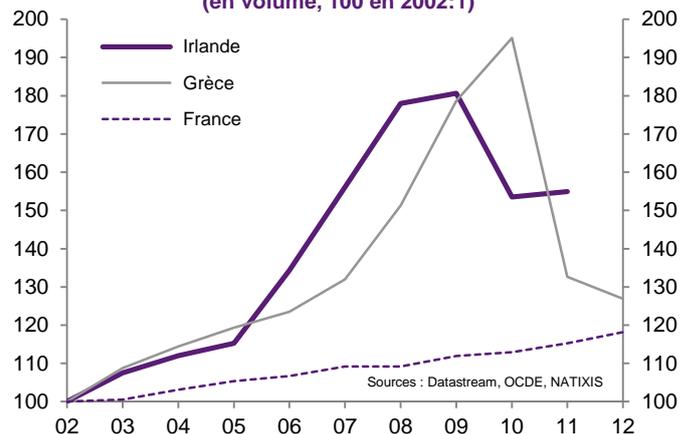


- **les dépenses familiales**, en Grèce et en Irlande fortement, plus faiblement dans les 3 autres pays (**graphiques 11a/b**) ;
- **les dépenses publiques de logement**, fortement en Espagne, en Grèce, en Irlande, plus faiblement en Italie, et au Portugal (**graphiques 12a/b**) ;
- **ils n'ont pas réduit les dépenses du marché du travail** (**graphiques 13a/b**) ;
- **seule la Grèce réduit ses dépenses publiques de défense** (**graphiques 14a/b**) ou de justice et de sécurité (**graphiques 15a/b**) ;

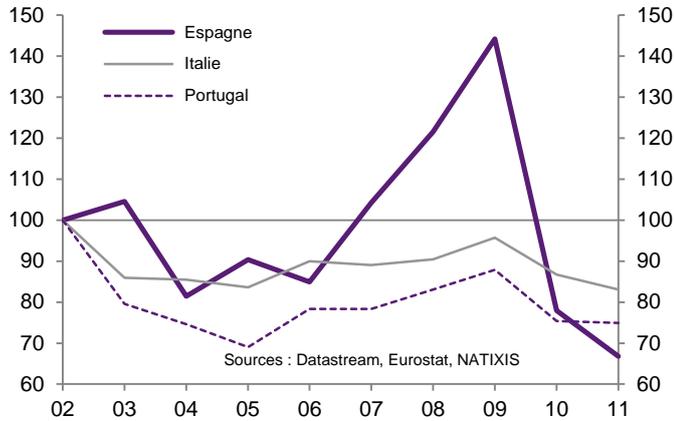
Graphique 11a
Dépenses publiques de famille
(en volume, 100 en 2002:1)



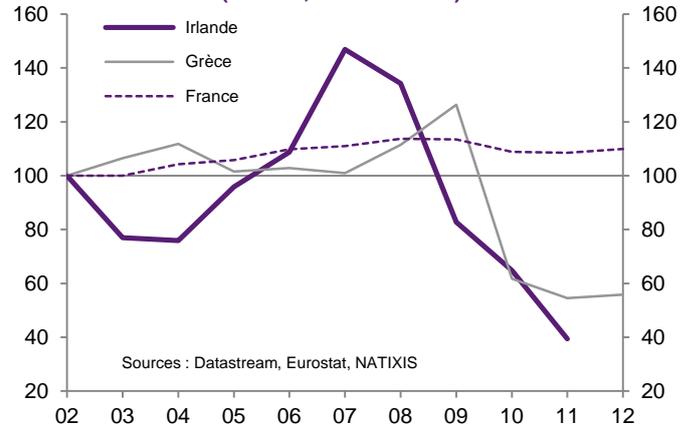
Graphique 11b
Dépenses publiques de famille
(en volume, 100 en 2002:1)



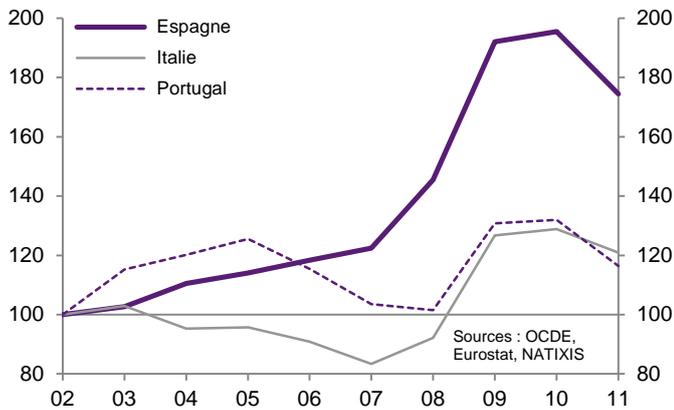
Graphique 12a
Dépenses publiques de logement
(volume, 100 en 2002:1)



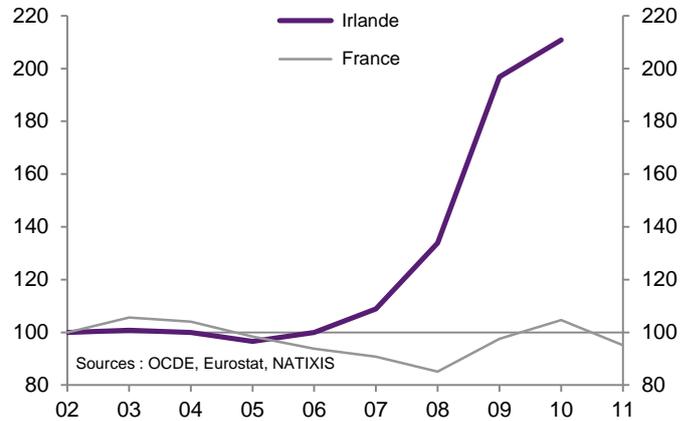
Graphique 12b
Dépenses publiques de logement
(volume, 100 en 2002:1)



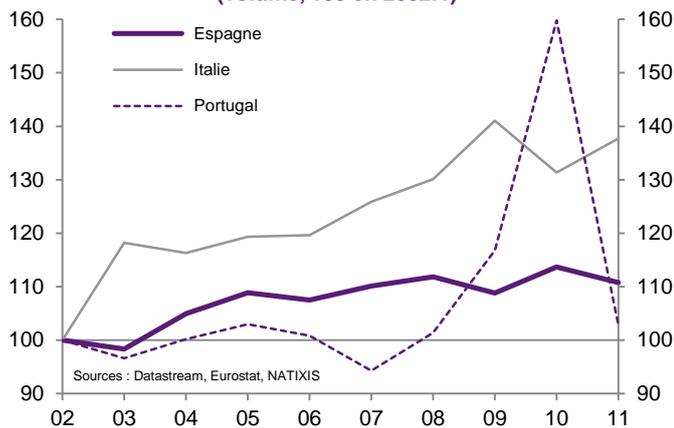
Graphique 13a
Dépenses publiques sur le marché du travail
(100 en 2002)



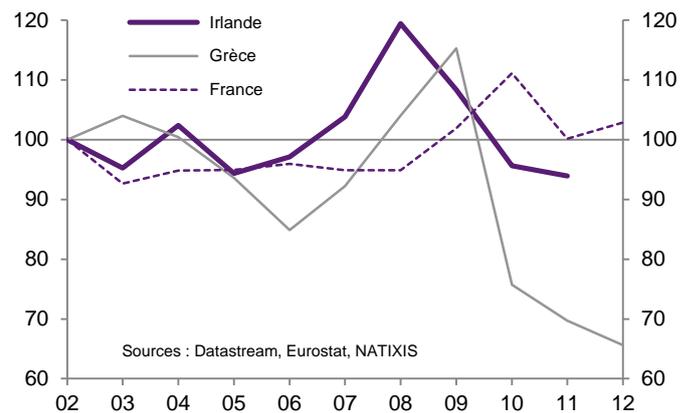
Graphique 13b
Dépenses publiques sur le marché du travail
(100 en 2002)



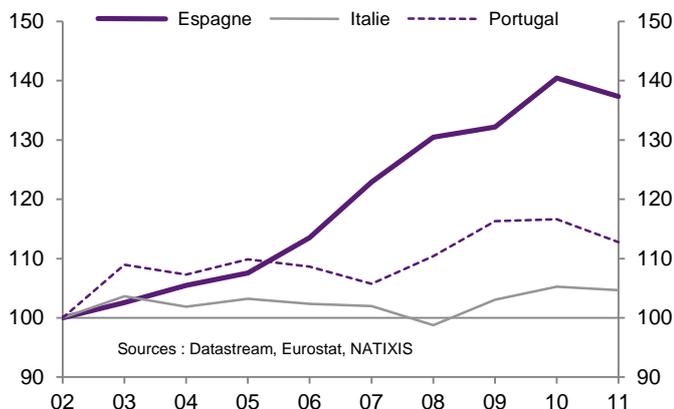
Graphique 14a
Dépenses publiques de défense
(volume, 100 en 2002:1)



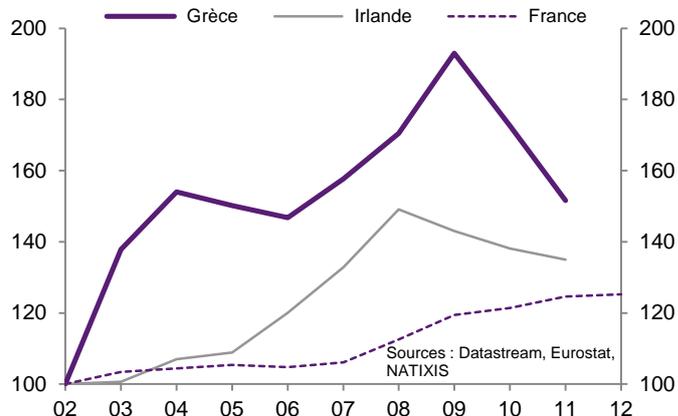
Graphique 14b
Dépenses publiques de défense
(volume, 100 en 2002:1)



Graphique 15a
Dépenses publiques en justice et sécurité
(volume, 100 en 2002:1)

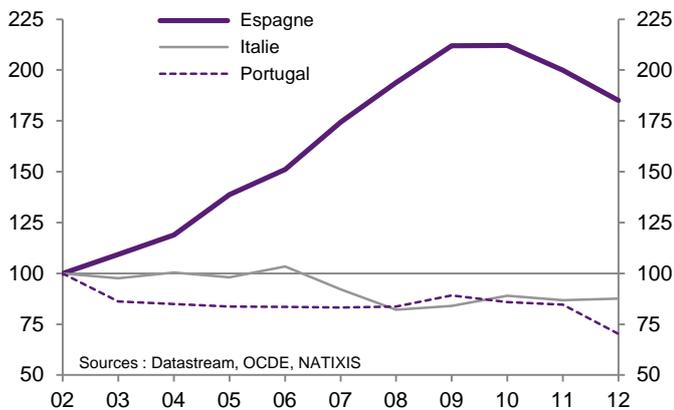


Graphique 15b
Dépenses publiques en justice et sécurité
(volume, 100 en 2002:1)

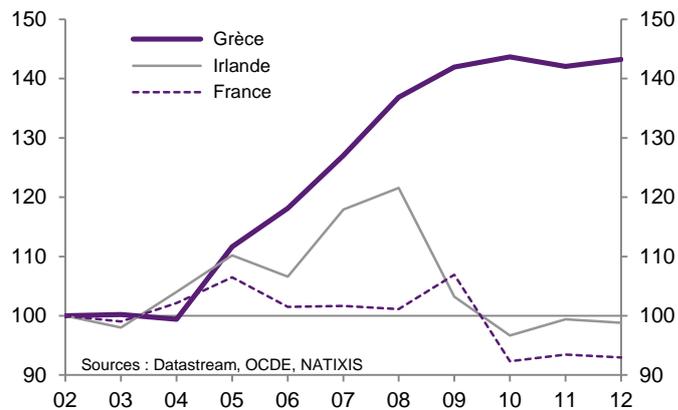


- l'Espagne, le Portugal et l'Irlande ont réduit leurs dépenses publiques de R&D (graphiques 16a/b) ;
- l'Espagne, l'Italie, la Grèce et l'Irlande ont réduit leurs dépenses publiques d'éducation (graphiques 17a/b), ce qui est vraiment dommageable.

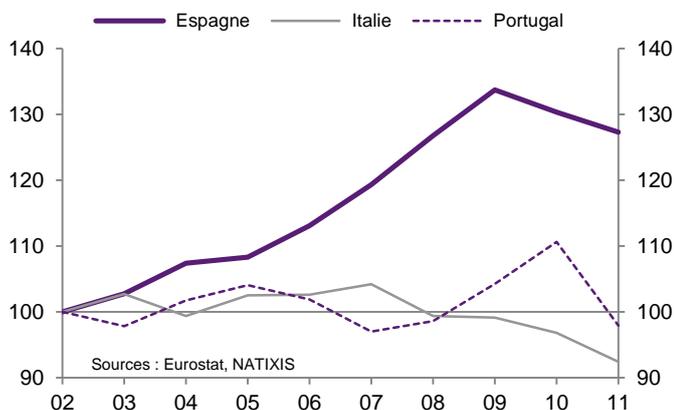
Graphique 16a
Dépenses publiques de la R&D en volume
(avec le prix du PIB, 100 en 2002)



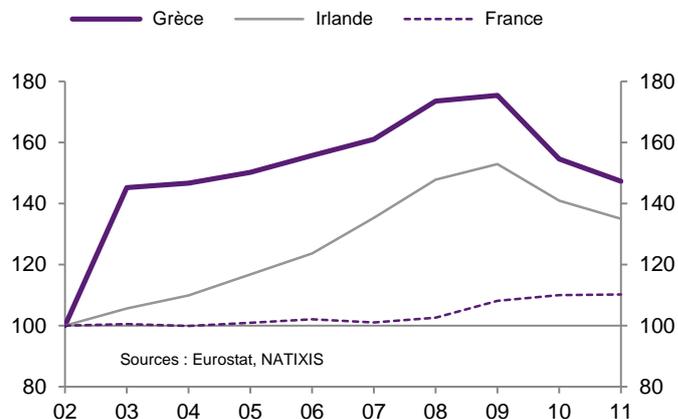
Graphique 16b
Dépenses publiques de la R&D en volume
(avec le prix du PIB, 100 en 2002)



Graphique 17a
Dépenses publiques d'éducation en volume
(déflatées par le prix du PIB, 100 en 2002)



Graphique 17b
Dépenses publiques d'éducation
(déflatées par le prix du PIB, 100 en 2002)



La question importante est évidemment la suivante : **la réduction du niveau des dépenses publiques entraîne-t-elle celle des dépenses utiles à la croissance, donc entraîne-t-elle une perte de croissance potentielle ?**

La réponse est malheureusement positive dans la plupart des pays : **il s'agit par exemple des investissements publics, des dépenses de R&D, de santé, d'éducation.**

Synthèse : une baisse inévitable de toutes les dépenses publiques ?

Pour que la France respecte ses engagements de réduction des déficits publics, il faudrait que ses dépenses publiques en volume, de 2014 à 2017, baissent de 2,1%.

L'expérience des pays de la zone euro qui ont réduit le niveau absolu de leurs dépenses publiques en termes réels (Espagne, Italie, Portugal, Grèce, Irlande), de 3% (Italie), 4% (Espagne), 19% (Portugal), 34% (Irlande), 28% (Grèce), **montre que cette baisse concerne pratiquement toutes les dépenses publiques** (sauf la défense, la justice et la sécurité) malheureusement aussi celles qui sont utiles à la croissance (R&D, investissement publics, santé, éducation).